



## CTL du 29 janvier

A l'ordre du jour du Comité Technique Local de ce jour, un sujet unique, l'examen des propositions d'aménagement des horaires d'ouverture des guichets des services.

La lecture de celles-ci révèle un mouvement clair de réduction massive des horaires d'accueil. Les grands sites fermés (HDF, CAE etc...) le mercredi, jour où beaucoup de personnes travaillant à 80% profitent de leur liberté pour accéder aux services publics.

Le traitement réservé aux sites ruraux est particulièrement édifiant. Fermeture six demi-journées par semaine ! A mettre en parallèle avec la fermeture annoncée de 850 postes sur le territoire national.

On prépare ainsi l'usager à la fermeture du service public de la DGFIP. Ce même usager qui était censément « au cœur de la réforme » lors de la création de notre administration et qui avait servi à justifier des ouvertures accrues de nombreux services.

Nous avons donc dénoncé le développement conjoint, convergent et non assumé de ces deux démarches.

Le tout dans un timing serré qui confine largement à la précipitation et sous prétexte de soulager les agents. Ceux-là même qui n'avaient pas demandé les suppressions d'emplois !

Les souhaits des services et des postes ont largement fait les frais d'une démarche d'harmonisation qui ne tient pas compte des spécificités de chacun.

Nous avons dénoncé plusieurs exemples de fermetures hebdomadaires non souhaitées et de services à l'activité constante contraints à appliquer des périodes hautes et basses dénuées de fondement.

La direction n'avait pas souhaité se pencher *a priori* sur une des conséquences directes de ces décisions, le sort réservé aux collègues des équipes d'accueil lors des périodes de fermeture.

Par ailleurs, le Directeur a indiqué que l'accueil téléphonique constituait une priorité des mois à venir. Les résultats (nationaux) en la matière n'y sont certainement pas pour rien. Dans le contexte décrit ci-dessus, cette priorité s'imposera donc au détriment de l'accueil physique ce qui laisse à penser que le mercredi sera une journée téléphone pour certains.

Au final, l'ensemble des organisations a voté contre ces décisions.

Lyon, le 29 janvier 2015